

# ACTION URGENTE

## DES LIBRAIRES INDÉPENDANTS TORTURÉS PAR LA POLICE

Deux membres de la Liberal Publishing House – maison d'édition locale indépendante qui vend des livres considérés comme sensibles par le gouvernement – ont été détenus et torturés par la police d'Ho Chi Minh-Ville. Depuis début octobre 2019, la police a harcelé et intimidé des dizaines de personnes liées à la Liberal Publishing House dans le cadre de ce qui s'apparente à une campagne ciblée. Les personnes prises pour cibles auraient acheté ou lu des livres de cette maison d'édition, ou travaillé pour elle.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Premier ministre Nguyễn Xuân Phúc**

Số 1 Hoàng Hoa Thám, Ba Đình, Hà Nội 10040, Viêt-Nam

Fax : + 84 80 44130

Courriel : [vpccp@chinhphu.vn](mailto:vpccp@chinhphu.vn)

Monsieur le Premier ministre,

*Je vous écris pour vous faire part de mes vives préoccupations au sujet de la répression visant les membres et les clients de la **Liberal Publishing House (Nhà Xuất Bản Tự Do)**, maison d'édition locale indépendante qui édite des livres sur la politique publique et la pensée politique au Viêt-Nam. Je trouve particulièrement inquiétant d'apprendre que deux de ses membres ont été détenus et torturés, et que bien d'autres ont dû se cacher pour leur sécurité au cours de l'année dernière.*

*Pas plus tard que le 8 mai 2020, la police d'Ho Chi Minh-Ville a arrêté et placé en détention **Thủy Tuất**, membre de la Liberal Publishing House, alors qu'il livrait des livres à un client. Pendant sa détention, Thủy Tuất a été interrogé et violemment torturé, et a notamment reçu des coups de poing au visage, à la poitrine, dans les côtes et l'estomac, que lui ont infligés des policiers de 9 heures à 3 heures du matin le lendemain. Une fois libéré, bien que grièvement blessé, Thủy Tuất est tout de suite entré en clandestinité, craignant d'être de nouveau arrêté. Par la suite, la police a arrêté sa fille de 24 ans et refuse de la libérer tant que Thủy Tuất ne se présente pas au poste. Elle est toujours détenue par la police.*

*Malheureusement, il ne s'agit pas d'un cas isolé. La police d'Ho Chi Minh-Ville est accusée d'avoir placé en détention arbitraire et torturé un autre membre du personnel de la Liberal Publishing House auparavant. En octobre 2019, un autre membre a été contraint à la clandestinité après avoir été harcelé par la police. À travers le pays, des centaines de personnes ont raconté avoir été interrogées parce qu'elles avaient acheté des livres à la Liberal Publishing House depuis octobre 2019 ; beaucoup ont vu leurs maisons fouillées et leurs livres saisis par la police.*

*La Constitution vietnamienne comme le droit international relatif aux droits humains garantissent le droit à la liberté d'expression, qui comprend le droit de recevoir et de répandre les informations et les idées. Cela comprend également le droit d'accéder à des livres tels que ceux publiés par la Liberal Publishing House et de lire les informations qu'ils contiennent. Le libre accès aux informations et aux idées est également un aspect important du droit à l'éducation.*

**Aussi, Monsieur le Premier ministre, je vous demande de :**

- **libérer la fille de Thủy Tuất immédiatement et cesser de harceler et d'intimider Thủy Tuất et sa famille ;**
- **mettre fin immédiatement à la campagne de répression visant la Liberal Publishing House et ceux qui la soutiennent et ordonner une enquête indépendante et approfondie sur les cas présumés de torture et de détention arbitraire ;**
- **veiller à ce que la Liberal Publishing House et les autres éditeurs indépendants puissent jouir de leurs droits à la liberté d'expression, d'information et de publication.**

*Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de ma haute considération,*

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

La Liberal Publishing House, officiellement et publiquement fondée le 14 février 2019, a publié une série de livres non fictionnels d'auteurs vietnamiens portant sur des sujets tels que les sciences politiques, les politiques publiques et d'autres questions sociales, comme *Politique d'un État policier*, *La résistance non violente*, *La politique pour les gens ordinaires*, *La vie derrière les barreaux* et *Manuel pour les familles de prisonniers*. Nombre de ces ouvrages sont considérés comme sensibles par le gouvernement et leur publication est interdite. Les autorités vietnamiennes censurent généralement les publications considérées comme contraires à la politique gouvernementale.

Depuis que la Liberal Publishing House a commencé son activité, la police a lancé plusieurs opérations d'infiltration pour tenter d'arrêter les personnes qui y travaillent. Elle a été victime de harcèlement en ligne et sa page Facebook a été la cible d'une attaque informatique coordonnée menée par des agents chargés des questions de cybersécurité : une unité militaire travaille en ligne et cible militant-e-s, défenseur-e-s des droits humains et dissident-e-s politiques. Son compte Facebook a alors été fermé en février 2019, le mois où la Liberal Publishing House avait été mise en ligne. En juillet, trois banques différentes ont informé la maison d'édition que ses comptes bancaires allaient être clôturés, sans lui donner la moindre explication. La police a contraint des sociétés de transport à lui communiquer les noms et adresses des clients. Celles qui s'y sont refusées font fréquemment l'objet d'actes d'intimidation et de harcèlement, ainsi que d'une surveillance intrusive. En novembre 2019, le site de la maison d'édition (<https://nhaxuatbantudo.com/>), lancé peu de temps auparavant, a été la cible de plusieurs cyberattaques, dont l'objectif était de prendre le contrôle du site, et ce n'est qu'avec le support d'un expert informatique qu'il a pu continuer de fonctionner.

Depuis début octobre 2019, la police harcèle et intimide des dizaines de personnes liées à la Liberal Publishing House, dans le cadre de ce qui s'apparente à une campagne ciblée. Ce harcèlement a eu lieu dans au moins trois grandes villes, Hanoï, Ho Chi Minh-Ville et Hué, ainsi que dans les provinces de Binh Duong, Quang Binh, Quang Tri et Phu Yen. Les personnes prises pour cibles auraient acheté ou lu des livres de cette maison d'édition, ou travaillé pour elle.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, des personnes se trouvant dans ces lieux ont été convoquées au poste de police local, où elles ont été interrogées sur des livres qu'elles avaient achetés à cette maison d'édition. La plupart d'entre elles ont ensuite subi des pressions destinées à leur faire signer des déclarations, dans lesquelles elles s'engageaient à ne plus acheter de livres de cet éditeur. Dans un cas, la police a arrêté un homme et l'aurait torturé en garde à vue le 15 octobre 2019 à Ho Chi Minh-Ville, dans le but de le contraindre à « avouer » qu'il travaillait pour cette maison d'édition. La police l'a retenu pendant plus de 12 heures, au cours desquelles on l'a battu à plusieurs reprises, au point de le faire saigner du nez. Craignant d'être de nouveau arrêté, cet homme est entré en clandestinité dès qu'il a été libéré.

Les 23 et 24 octobre 2019, un homme de la province de Phu Yen a reçu deux lettres de la police le convoquant au poste local pour l'interroger au sujet de la réception de livres « interdits ». Après l'avoir interrogé, la police a perquisitionné son domicile et a saisi des ouvrages publiés par la Liberal Publishing House. Début novembre, un homme travaillant occasionnellement pour cette maison d'édition est entré dans la clandestinité, de peur d'être arrêté – la police avait enjoint à son employeur habituel de l'informer la prochaine fois qu'il viendrait au bureau.

Récemment, le 8 mai 2020, la police d'Ho Chi Minh-Ville a arrêté et détenu Thù Tuất, membre de la Liberal Publishing House pour avoir livré des livres à un client. Il a été détenu à partir de 9 heures ce jour-là jusqu'à 3 heures le lendemain matin. Pendant sa garde à vue, la police l'a interrogé au sujet de ses liens avec la maison d'édition et, selon la victime, l'a torturé. Les policiers frappaient Thù Tuất à chaque fois qu'il n'arrivait pas à répondre à une question, ou que sa réponse ne leur plaisait pas. Ils lui auraient asséné des coups de poing au visage, dans les côtes, la poitrine et l'estomac, des coups de pied dans les tibias, et six policiers au moins lui auraient écrasé les orteils. Travaillant par deux, les agents se sont relayés plusieurs fois pendant l'interrogatoire. Une fois relâché, Thù Tuất est immédiatement entré en clandestinité, alors qu'il était gravement blessé.

En 2019, au moins 19 personnes ont été arrêtées uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression au Viêt-Nam ; certaines ont été jugées et condamnées à des peines d'emprisonnement. Quatre autres ont été arrêtées pour la même en raison depuis le début de l'année 2020.

**LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** vietnamien, anglais.  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** 26 juin 2020.  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** Thù Tuất (il) / Membres et clients de la Liberal Publishing House (ils)